

Lettre ouverte

aux Présidents du "Groupe de travail"
du Parlement européen concernant l'usage de l'aide financière
accordée par la Communauté européenne
aux territoires palestiniens

Mitglied des
Europäischen Parlaments

Postfach 080417
10004 Berlin
Fon +49.30.22 77 14 08
Fax +49.30.22 77 68 21
berlin@ilka.org

Finissez la complicité du Parlement européen!

Bruxelles, 19.02.2004

Rue Wiertz ASP 08 G 253
1047 Bruxelles
Fon +32.2.2 84 74 49
Fax +32.2.2 84 94 49
bruxelles@ilka.org

Mme Theato,
MM Laschet et Wynn,

il est un fait bien établi que le financement de l'UE pour l'Autorité palestinienne a été acheminé vers un budget noir. Il est également bien connu que l'Autorité palestinienne a financé une guerre terroriste antisémite meurtrière contre Israël. Israël a fourni à la Commission européenne la preuve de cette utilisation du financement de l'UE en mai 2002. Depuis alors, la Commission nie toute connaissance de cette utilisation spécifique de l'argent et la conférence des présidents a bloqué avec succès une commission d'enquête sur cette question. Votre "groupe de travail" était établi précisément pour minimiser l'importance du sujet. OLAF, le bureau anti-fraude de l'UE, a commencé une recherche.

Ces dernières semaines, plusieurs journaux allemands et autrichiens ont signalé une mission des investigateurs d'OLAF en Israël et aux territoires. En outre, il a été signalé que même l'équipe d'investigation d'OLAF ne pourrait pas nier que ces accusations sont bien fondées. Markus Ferber (PPE-DE) a été cité le 30 janvier 2004 dans le journal allemand "Die Welt", estimant que la résignation du commissaire Patten pourrait être un résultat "tout à fait possible" des recherches d'OLAF ("Auch der CSU-Europaparlamentarier Markus Ferber sagte, er halte einen Rücktritt des britischen Außenkommissars 'für durchaus möglich.'") Johannes Swoboda (PSE-AT) qui a milité contre toute commission d'enquête, a été cité dans le journal autrichien "Die Presse" le 3 février 2004: "Il y a des indications que le soutien financier européen alimentait indirectement l'entourage des organisations terroristes". ("Es gibt Hinweise, dass Hilfgelder der EU indirekt in den Nahbereich terroristischer Organisationen geflossen sind"). Seulement quelques jours plus tard, M. Laschet (PPE-DE) lui-même a été cité dans le journal allemand "Die Welt": "Il est évident que l'assistance budgétaire directe à l'Autorité palestinienne était une grande erreur". ("Aber dass die Zahlung von pauschalen Haushaltshilfen der EU an die Arafat-Behörde ein großer Fehler war, ist offensichtlich.") Contrairement à ces indications, le journal français "La Libération" rapportait hier comme résultat du rapport "confidentiel" qu'il n'y avait pas eu d'utilisation des fonds communautaires pour des attaques terroristes. Si on lit attentivement cet article, il semble que le prochain rapport d'OLAF ne sera qu'un mauvais recyclage des réponses du Commissaire des affaires étrangères, M. Patten.

Permettez-moi à constater encore une fois ce qui suit, sans aller trop dans le détail : Il est faux que le FMI contrôle le budget de l'Autorité palestinienne - on trouve cette information dans chaque publication du FMI. Il est connu que même



le Ministre palestinien des Finances ne possédait pas un aperçu des sources et cibles de l'argent à la fin de 2002. Il est bien connu que les brigades al-Aqsa sont liés étroitement au mouvement Fatah du Président palestinien M. Arafat et qu'elles ont commis plusieurs attentats suicide contre des Israéliens. Il est connu que non seulement des livres scolaires, mais aussi des postes de télévision et de radiodiffusion, des prêtres payés par l'état, et des journaux officiels dispersent de la haine contre Israël et publient des préjugés antisémites.

Dans le cas qu'OLAF ne connaisse pas tout cela ou ne soit pas capable de tirer la conclusion logique de ces faits, il est bien évident qu'OLAF est la fausse institution pour examiner ce dossier, comme je l'avais déjà indiqué souvent. Des scandales politiques ne peuvent pas être éclaircis avec une calculatrice de poche.

Beaucoup de mots, mais peu d'action. Comme votre groupe de travail s'est réuni à huis clos pendant toutes ces réunions en violant le règlement du Parlement, je ne sais pas si, quand et qui vous informerez de votre conclusion. Mais si ça prend encore plus de temps, il sera trop tard pour prendre des conséquences graves et le scandale continuera d'être minimisé.

En juin, un nouveau Parlement sera élu et le fait que l'Union européenne a permis l'utilisation d'argent européen pour tuer des citoyens israéliens serait très probablement considéré comme une discussion simplement historique. Le scandale que l'UE a participé indirectement à une guerre contre l'Israël, ne sera qu'une note en bas de page.

Quelque chose est erroné dans ce calcul. Il y a encore beaucoup d'autres personnes impliquées dans l'aide à l'Autorité palestinienne à part du commissaire sortant Christopher Patten. Ce n'est pas seulement la Commission et son administration qui est responsable. Parlons également des Présidents de certaines groupes politiques comme José Ignacio Salafranca Sánchez-Neyra (PPE), Enrique Barón Crespo (PSE), Graham Watson (ELDR) et mon cher camarade Francis Wurtz (GUE/NGL). Ils ont participé à la réunion de la Conférence des Présidents ont opposé leur veto à la demande de 158 MPE de constituer une commission d'enquête, en violation du Règlement du Parlement. Parlons aussi de Hans-Gert Poettering (PPE) qui était présent, mais ne disait rien et de Daniel Cohn-Bendit (Verts/ALE), qui n'était pas présent dans cette réunion, mais ne disait rien non plus — ils avaient permis ce développement même après une plainte officielle de Charles Tannock et de moi même. Parlons donc de la Cour des comptes qui a été informée par moi même et qui ne faisait rien, pour autant que nous sachions. Parlons de votre rôle et du rôle du groupe de travail entier: Qu'est—ce que vous avez fait derrière des portes fermées? Quels seront les résultats de votre travail au moment de votre visite en Israël et aux territoires en mars 2004? Et nous pouvons continuer à demander, pourquoi OLAF a tellement tardé à réagir. (C'était l'été 2002 quand Israël a envoyé une lettre à la Commission fournissant des preuves de l'usage de l'argent européen.)

Un grand nombre de personnes impliquées aimerait être réélu, certaines d'entre elles seront en charge après juin 2004. Voilà pourquoi je propose:

- que le Parlement insiste sur l'envoi du premier rapport 'confidentiel' de



- OLAF qui était souvent cité dans la presse à tous les députés européens,
- que le groupe de travail fournisse à chaque membre du Parlement européen les résultats de ses "investigations" à la fin de février de cette année,
 - que dans le cas où les accusations sont fondées — et je n'ai pas le moindre doute que ce seront les résultats d'une enquête sérieuse — que tous les membres de la Commission et le président du Parlement européen admettent leur responsabilité de ne pas avoir étudié l'utilisation de l'argent européen pour le massacre des citoyens d'Israël et qu'elles démissionnent,
 - que le Parlement européen s'excuse publiquement et admette le rôle mortel de l'Union européenne dans la guerre contre Israël.(Cela rendra plus facile les accusations juridiques des victimes et des dépendants des morts contre l'Union européenne.)

Vous en tant que présidents du "groupe de travail" qui était installés pour empêcher toute investigation sérieuse sur les accusations, vous avez maintenant une bonne occasion d'agir de façon responsable.

Veillez accepter, Madame et Messieurs, mes meilleures salutations,

Ilka Schröder

Contact: +32.496.794 6 63

